

Daniel Bensaïd

Ringardises du capital, modernité de sa critique

*Préface au livre de Michel Husson,
Le Grand Bluff capitaliste, La Dispute,
Paris 2001*

Prenant à contre-pied une idée fort répandue ces dernières décennies, Michel Husson démontre dans ce livre que le capitalisme, c'est archaïque et ringard.

La modernité du XXI^e siècle, c'est l'anticapitalisme. À rebrousse-poil du sens commun médiatique, ce thème, à première vue paradoxal, acquiert au fil des pages force de conviction. De controverses économiques approfondies à des prises de position militantes (traduisant l'expérience de l'auteur dans Attac, dans la fondation Copernic ou dans le mouvement des chômeurs), à une discussion méthodologique serrée sur le livre de Frédéric Lebaron, la matière est très riche. Émaillé d'exemples concrets, plein d'humour polémique et souvent dévastateur (voir la critique impitoyable du rapport Pisani-Ferry sur l'emploi!), il reste toujours très clair et réjouissant pour le lecteur non spécialiste des questions économiques.

Il s'attache en effet à élucider les prodiges et les mystères de la « nouvelle économie ». Aujourd'hui comme hier, le monde enchanté et inversé de la marchandise semble plein de miracles aussi stupéfiants que la multiplication biblique des pains. Pourquoi les gains de productivité fabriquent-ils des chômeurs et des exclus en série plutôt que de libérer du temps pour tous? Pourquoi la Bourse monte-t-elle quand les entreprises licencient? Pour-

quoi, alors que d'aucun prophétise la fin du travail, l'âge de la retraite à taux plein tend-il à repartir à la hausse? Comment assurer le retour sur investissement de 15 % par an exigé par les fonds de pension avec une croissance annuelle inférieure à 3 %? Comment la consommation des ménages américains (facteur non négligeable de la croissance des dernières années) peut-elle progresser plus vite que le PIB, et jusqu'à quand?

Le marché ventriloque est décidément prodigieux, comme le disait Marx, en arguties théologiques. La fantasmagorie médiatique contemporaine produit plus de mythes en un an que les vieilles religions n'en produisaient parfois en des siècles. Forme extrême du fétichisme, le fétichisme de la finance fait que les aventuriers du Nasdaq ou de la net-économie se vivent comme des innovateurs intrépides et considèrent leurs fortunes éclairs comme la juste rançon de leur sens du risque et de leur mérite personnel... jusqu'à la prochaine hécatombe boursière. Lorsqu'une nouvelle technologie apparaît, il y a beaucoup de candidats à la nouvelle ruée vers l'or, et finalement peu d'élus. Tout commence par la compétition et finit par les concentrations.

Ainsi, dans les années cinquante du siècle passé, les actions du chemin de fer suscitèrent un engouement comparable, jusqu'à de retentissantes faillites. Le capital apparaît alors comme un redoutable social killer anonyme et ses conseils d'administration comme des « bureaux des assassinats », dignes du roman de Jack London. Si le thème de l'insécurité, médiatiquement associé à l'image inquiétante des banlieues ou de l'étranger rencontre un tel écho, c'est qu'il entre en résonance avec des formes d'insécurité, moins identifiables au quotidien, mais non moins réelles, qui font de la société de marché une

société du risque : insécurité de l'emploi, incertitude croissante sur l'avenir, éloignement des lieux et opacité des procédures de décision sentiment que tout n'ira pas forcément mieux demain, selon la loi réconfortante d'un progrès à sens unique.

Le jour où Elisabeth Guigou annonçait les mesures gouvernementales sur les licenciements, le grand argentier Fabius annonçait parallèlement que la privatisation de Gaz de France finirait tôt ou tard par avoir lieu – Europe oblige ! On put entendre ce matin-là sur une radio publique un échantillon d'idéologie dominante concentrée. Comme le meneur de jeu demandait à la ministre de l'Emploi s'il n'y avait pas une contradiction entre les annonces ministérielles, les experts maison (Jean-Marc Sylvestre et Brigitte Jeanperrin) se bousculèrent pour répondre : – Mais non, mais non ! Point de contradiction ! C'est la réalité qui est comme ça, ou la nature [comme si la réalité ou la nature ne pouvaient pas être contradictoires !]. Il n'y a aucune contradiction entre l'économie et le social. L'économie peut parfaitement être sociale [Seillière n'en est pas aussi convaincu]. En revanche, il peut y avoir une « tension » entre la logique purement financière [entendez les excès du libéralisme] et la politique [entendez la démagogie électorale]. Entre les deux, l'économie c'est le juste milieu et le bon équilibre...

Dans la réalité « réellement existante », il ne s'agit pourtant jamais d'économie tout court, d'économie sans adjectif et sans phrases, d'une sorte de seconde nature économique, mais bien d'une économie capitaliste et d'un despotisme de marché qui constituent un rapport social. Résultat historique de luttes sociales, cette économie n'a aucune fatalité.

Exemples, arguments, et chiffres à l'appui, le livre de Michel Husson a le grand mérite de

défataliser cette économie mythique. Si tout n'est pas possible, autre chose est toujours effectivement possible. Ces possibilités alternatives ne relèvent pas de la seule économie. Elles renvoient à une volonté politique. Une ruse de la raison idéologique veut en effet que les intelligences serviles des marchés financiers, après avoir accusé pendant des années « le marxisme » (lequel ?) d'être un déterminisme économique ou technologique, soient devenues les championnes d'un déterminisme implacable. Si on multiplie les plans sociaux et les licenciements boursiers, c'est en vertu des impératifs de la mondialisation et de la loi impitoyable de la concurrence. Leur « réalité » le veut. On n'y pourrait rien.

Michel Husson développe au contraire une critique ravageuse des mythes de la mondialisation, qui inversent l'effet et la cause, conformément à une figure caractéristique selon Barthes de la mythologie bourgeoise. Il n'y a plus alors plusieurs mondialisations possibles, mais une seule, à sens unique, *made in OMC, in FMI, ou in G7*. À défaut de Dieu, Internet et Bill Gates – et tous les petits dieux tyranniques du marché – le veulent ! Comme l'écrit Michel Husson, « l'imaginaire bourgeois » est décidément étroitement borné. Les prodiges du travail et de l'intelligence humaine socialisés – l'électricité hier, l'électronique aujourd'hui – lui apparaissent comme des prodiges de la technique elle-même.

Ce « fétichisme technologique » veut oublier que la machine est le produit du travail social accumulé et de l'intelligence socialisée. Pourtant, les robots que nous créons, au lieu de nous asservir, peuvent être mis au service des besoins et, si nécessaire, démontés. En revanche, performance technique et progrès social ne sont pas automatiquement liés. La puissance de mon ordinateur augmente de généra-

tion en génération. Je ne tape ni ne pense plus vite pour autant. La productivité potentielle de la machine ne se traduit pas nécessairement en productivité réelle et ma puissance de travail ne se développe pas proportionnellement à celle du logiciel. Des contre-tendances apparaissent. Au lieu de quatre ou cinq lettres par jour, je reçois cinquante ou cent mails, dont le traitement, même sélectif, peut prendre une ou deux heures par jour au lieu d'un quart d'heure de courrier, quand il fallait mesurer l'utilité d'écrire une lettre, de la timbrer, d'aller la poster. Certes, je reçois des milliers de pages de documents que je suis tenté d'ouvrir pour y découvrir nombre de choses fort intéressantes. Mais ma capacité de lecture n'évolue pas à la mesure de ce flux, et l'apprentissage forcé de la lecture rapide peut favoriser la quantité au détriment de la qualité. Or la pensée et la réflexion sont lentes, comme d'ailleurs une authentique discussion démocratique.

Lorsque le progrès technique tend à renforcer l'intensité du travail, la marchandise très particulière qu'est la force de travail résiste à sa manière à la puissance hostile qui l'écrase. Apparaissent alors des phénomènes comparables à la fameuse « flânerie ouvrière » de l'atelier d'antan qui exaspérait les patrons. Il en va ainsi lorsqu'Internet est utilisé sur les lieux de travail pour couler les cadences par la fréquentation des sites de divertissement ou de consommation *on line* (dont les pointes auraient lieu pendant les heures de travail). La réplique patronale, c'est le mouchard électronique incorporé qui remplace (ou complète) le contremaître ou le mouchard appointé.

Les exigences du capital et du profit, autrement dit les rapports de production, apparaissent ainsi comme une entrave à l'enrichis-

sement et au développement des besoins sociaux. L'évolution de ces besoins vers des services de qualité est de plus en plus contradictoire avec la logique de rentabilité à court terme, avec les critères marchands, et avec les contraintes de l'accumulation capitaliste : « La technologie, souligne Husson, ne permet plus de modeler la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité ; l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et la réalisation n'est possible qu'à la condition d'une inégalité croissante des revenus. » Des produits nouveaux (comme des médicaments ou des logiciels) qui nécessitent une mise de fonds initiale importante (pour la recherche notamment) peuvent ensuite être produits et largement diffusés à faible coût. D'où l'exigence de la part des firmes d'artifices et de protections réglementaires entravant leur socialisation.

La question de la propriété intellectuelle est à cet égard exemplaire. Elle reviendrait, dans nombre de cas où l'innovation résulte d'une vaste coopération intellectuelle dans des recherches souvent financées sur fonds publics, à une appropriation privée des résultats et des applications. La difficulté croissante à définir un droit d'auteur individuel, ou à départager la découverte de l'invention, qui constitue l'aboutissement d'une chaîne de travaux fortement socialisés, en fournit une illustration criante.

Michel Husson insiste à ce propos sur le fait que la légitimité et la nécessité du combat anticapitaliste ne sont pas fondées sur la certitude millénariste de son effondrement, mais sur l'expérience de l'irrationalité et de l'injustice présentes, quelle que soit l'issue de la lutte.

D'où les éléments d'alternative avancés, qui ne prétendent pas faire bouillir arbitrai-

rement les marmites de l'avenir, mais partent des contradictions effectives et des rapports de forces réels (dégradés ces vingt dernières années) pour développer une pédagogie des besoins, du bien commun et du service public. Le livre aborde ici une question stratégique d'évidente actualité. Sa pédagogie qui part de l'intérêt général pour contester la logique globale du système recoupe pour une part certaines propositions keynésiennes. Relevant les limites de telles réponses (par exemple sur l'écotaxe comme réponse privilégiée à la crise écologique), Michel Husson distingue un « corpus keynésien », dont les réponses sont cohérentes par rapport à son propre diagnostic, d'un corpus radical qui va aux racines de la crise systémique. Pour cette seconde approche, il ne s'agit pas de corriger des effets parasites de la régulation marchande, mais d'introduire des éléments de démarchandisation de la force de travail (par la réduction du temps de travail, l'extension des formes de revenu socialisé et le développement de services publics partiellement déconnectés de la logique de rentabilité financière).

Tout en soulignant que néolibéraux et keynésiens ne diffèrent que sur l'origine du dysfonctionnement – la rigidité du salaire pour les uns, celle des taux d'intérêt pour les autres –, Michel Husson affirme « qu'on ne doit pas tirer de l'opposition point par point entre corpus keynésien et corpus radical la conclusion que l'on doit choisir entre les deux » : « Il n'y a pas contradiction logique entre les deux projets », dit-il, mais il lui semble « au contraire que l'on peut être keynésien sans être radical, mais que l'on ne peut être radical sans incorporer les propositions du corpus keynésien ». Ou encore : « le corpus radical domine et englobe le point de vue keynésien parce qu'il se situe à un niveau d'analyse plus fondamen-

tal », car le « corpus keynésien est inclus dans le corpus radical », l'un et l'autre ne diffèrent que par leur « périmètre de cohérence ».

Qu'il y ait entre les orientations keynésiennes et une stratégie de rupture avec la logique impersonnelle du capital, des points de résistance commune face à la dérégulation libérale et des alliances possibles, c'est un fait. Le dialogue entre les deux démarches apparaît ainsi nécessaire et possible. La différence entre elles ne se réduit cependant pas à leurs degrés respectifs de cohérence économique. Elle tient bien davantage aux stratégies politiques dans lesquelles elles s'inscrivent et aux mobilisations sociales sur lesquelles elles s'appuient. Pas plus que le socialisme ne se définit comme la démocratie parlementaire poussée jusqu'au bout, sans changement de ses formes, l'alternative à la ringardise capitaliste ne saurait consister à pousser jusqu'au bout les solutions keynésiennes, mais à donner par la lutte toute leur portée transitoire à des mesures qui, sans constituer en elles-mêmes un modèle économique, permettent d'élever le niveau de mobilisation et de conscience des acteurs.

Michel Husson met fort justement en relief l'émergence d'une « légitimité alternative » des besoins et des droits : « l'objectif, précise-t-il, n'est pas l'expropriation en tant que telle, qui n'est qu'un moyen, c'est la satisfaction d'un certain nombre de droits ». « Cette démarche est nouvelle et extrêmement dangereuse pour l'ordre établi.

Jusque-là, l'au-delà du capitalisme était le plus souvent défini par référence à des moyens comme la planification et les nationalisations. Ces instruments ne peuvent en soi définir un projet tout simplement parce que personne ne se mobilise pour une société planifiée ou pour des nationalisations. Ni

l'abolition de la propriété privée ni la planification ne sont des buts en soi. » Il est certes nécessaire de le rappeler, mais ce rappel n'abolit pas la dialectique des buts et des moyens, réduisant ces derniers à de simples procédures instrumentales. Les formes de propriété sont en effet étroitement liées à la question du pouvoir dans l'entreprise (à l'opposition entre le pouvoir des actionnaires et celui des salariés), à l'organisation du travail, à la relation entre démocratie sociale et démocratie politique.

Pour combattre les confusions nées du fiasco de la gestion bureaucratique des économies dirigées, remettre sur ses pieds l'ordre des fins et des moyens est tout à fait nécessaire et pédagogique. Dès lors que l'on proclame, à contre-courant de la vulgate libérale, que « le monde n'est pas une marchandise », nous sommes inévitablement conduits à nous poser la question de ce que nous voulons qu'il soit. S'il ne doit pas être une marchandise, le marché ne saurait être la forme dominante de la mesure et de la régulation sociale. Si la définition et la satisfaction des besoins ne sont pas confiées à la concurrence et à la jungle marchande, elles ne sauraient davantage émaner du pouvoir que confère la propriété privée, mais d'une démocratie indissociablement politique et sociale. La question est particulièrement sensible à une époque où la tendance lourde est à la privatisation généralisée de l'espace public, quand ce n'est pas du pouvoir politique (comme l'illustre la résistible ascension de Berlusconi!).

Le livre de Michel Husson fourmille d'arguments et de propositions précises sur la lutte contre le chômage et sur la réduction du temps de travail, sur la construction européenne, sur la défense de la protection sociale et de la retraite par répartition, sur les défis écolo-

giques et les limites des correctifs fiscaux comme les écotaxes, sur les alternatives à la mondialisation impérialiste. Il prolonge et approfondit, dans une perspective militante ouverte au débat stratégique, sa critique

actualisée de l'économie politique, entreprise dans *Misère du Capital*, dans *Les Ajustements de l'emploi*, ou dans sa critique de la démographie néomalthusienne (dans sa double version social-libérale ou écolo libérale) ^{1/}. Tous ceux

et celles qui sont engagés dans les résistances à la ringardise capitaliste et à ses dégâts croissants y puiseront à la fois matière à réfléchir et raisons d'agir.

Août 2001

^{1/} Michel Husson, *Misère du Capital, une critique du néolibéralisme*, Paris, Syros, 1996 ; *Les Ajustements de l'emploi*, Lausanne, Page 2, 1999 ; *Sommes-nous trop ?*, Paris, Textuel, 2000.